

PRÉFET DE L'HÉRAULT

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
520, Allées Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER Cedex 02

ARRETE PREFECTORAL N° 2011-I-281

OBJET : Installations Classées pour la protection de l'environnement
Établissement Public Régional « Port de Sète Sud de France » - Terminal
vraquier - Zone Portuaire de Sète
Mise en demeure relative à la mise en conformité des bandes transporteuses

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de Hérault
Officier de Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-1-4510 du 24 décembre 2003 autorisant la Chambre de Commerce et d'Industrie de Sète-Frontignan-Mèze à exploiter les installations du terminal vraquier situé Darse 2, zone portuaire, à Sète ;

Vu le courrier en date du 18 avril 2008, de La Région Languedoc-Roussillon concernant le transfert d'exploitation du terminal vraquier à l'Établissement Public Régional « Sète - Port Sud de France » ;

Vu l'inspection effectuée le 06 octobre 2010 par l'inspection des installations classées et le rapport correspondant en date du 14 janvier 2011 ;

Vu le courrier en date du 06 décembre 2010, de l'Établissement Public Régional « Sète - Port Sud de France » concernant la visite d'inspection du 06 octobre 2010 ;

Considérant que la visite d'inspection du 06 octobre 2010 a révélé que les bandes transporteuses du terminal vraquier ne sont ni difficilement propagatrices de la flamme ni antistatiques ;

Considérant, par conséquent, que les dispositions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2003-1-4510 du 24 décembre 2003 ne sont pas respectées ;

Considérant que cette non conformité est de nature à favoriser la survenue d'un incendie sur le site ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Hérault,

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ARRETE

L'Établissement Public Régional « Sète - Port Sud de France », dont le siège social est situé 201 avenue de la Pompignane, 34 000 Montpellier, est mis en demeure pour le terminal vraquier qu'il exploite au sein de la zone Portuaire de Sète, de remplacer, sous huit mois, les bandes transporteuses par des bandes difficilement propagatrices de la flamme et antistatiques

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'Établissement Public Régional « Sète - Port Sud de France », des sanctions administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement.

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 5 – INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Sète et pourra y être consultée,

ARTICLE 6 – COPIE

Le Préfet de l'Hérault, la Directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc-Roussillon et le Maire de Sète, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'Établissement Public Régional « Sète - Port Sud de France ».

27 JAN. 2011

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation
Le Sous-Préfet



COPIE DÉPOSÉE